



# ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

durée du travail

Question au Gouvernement n° 786

## Texte de la question

M. le président. La parole est à Mme Françoise de Panafieu.

Mme Françoise de Panafieu. Monsieur le Premier ministre, ma question ne portera pas sur l'inadéquation entre les effets réels des 35 heures et le panégyrique qui en est fait dans une formidable campagne de publicité grâce aux affiches qui ont fleuri sur tous nos murs de France.

Mme Odette Grzegorzulka. Campagne efficace !

Mme Françoise de Panafieu. Pouvez-vous, monsieur le Premier ministre, nous indiquer quel coût ont supporté les finances publiques, c'est-à-dire le contribuable (Exclamations sur les bancs du groupe socialiste)...

M. Patrice Carvalho. L'ISF !

Mme Françoise de Panafieu. ... pour faire les louanges de votre politique ?

Mme Odette Grzegorzulka. Et le coût de la publicité faite par la mairie de Paris ?

M. Didier Boulaud. Et Tibéri ?

Mme Françoise de Panafieu. Pouvez-vous nous certifier que toutes les procédures réglementaires nécessaires pour assurer ce financement...

M. Michel Lefait. Et Tibéri ?

Mme Françoise de Panafieu. ... je veux dire la mise en concurrence, la passation de marchés et le visa du contrôle financier, ont été scrupuleusement respectées ? (Applaudissements sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants. - Exclamations sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

M. Didier Boulaud. Et à l'hôtel de ville de Paris ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité.

Mme Martine Aubry, ministre de l'emploi et de la solidarité. Madame la députée, je voudrais d'abord vous remercier d'avoir qualifié de « formidable » une campagne qui est, en effet, à la hauteur de son objectif (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République): 35 heures pour mieux faire fonctionner les entreprises (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République), permettre aux salariés de travailler en meilleure harmonie avec leur vie familiale et faire reculer le chômage dans notre pays. (Exclamations sur les mêmes bancs.)

J'étais hier matin chez Samsonite, une entreprise d'un grand groupe américain: elle a réduit ses horaires à 35 heures et a créé plus de 8 % d'emplois supplémentaires !

M. François Bayrou. Ce n'est pas la question !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Le chef d'entreprise, président pour l'Europe, a très clairement affirmé: « Je n'ai pas peur des 35 heures. »

M. Rudy Salles. Et la question ?

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. « Cela me permet, dit ce président, d'anticiper, de mieux travailler, cela m'empêche de délocaliser et, en plus, je crée de l'emploi. » (« Ce n'est pas vrai ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République.) Quant aux femmes salariées qui ont obtenu dès mercredi la première semaine des vacances d'hiver en temps libre, elles étaient heureuses et elles nous l'ont dit, fières en

autre d'avoir permis à trente-trois personnes d'entrer dans cette entreprise. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert.)

Pour en revenir à la campagne de publicité, elle s'est faite de manière totalement transparente, donnant lieu à un appel d'offres, et j'ai moi-même fait part, lors d'une conférence de presse fin juillet, de son coût, 25 millions de francs. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Philippe Vasseur. 25 millions !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Attendez ! Je vais en venir à vos campagnes !

Un service téléphonique a été créé, qui reçoit aujourd'hui 200 appels par jour.

M. Philippe Vasseur. Quand même 25 millions !

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Un site Internet a été ouvert, qui a d'ailleurs permis à un garagiste de passer aux 35 heures il y a quelques semaines. (Rires sur les mêmes bancs.) Un flash hebdomadaire, La Dépêche 35 heures, permet de faire circuler en France l'ensemble des accords signés dans ce domaine. Un document publié à 700 000 exemplaires a été envoyé aux entreprises.

Telle est donc cette campagne que vous avez vous-même qualifiée de «formidable». (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République.)

M. Richard Cazenave. Combien de contrats signés ?

Mme la ministre de l'emploi et de la solidarité. Puis-je me permettre, madame la députée, de la comparer avec son enjeu, que je viens de signaler, à deux campagnes réalisées par le précédent gouvernement ? («Ah !» sur les bancs du groupe socialiste et du groupe communiste.)

La campagne «Mesures urgentes pour l'emploi», dont les prestations ont consisté essentiellement en une insertion dans la presse quotidienne régionale et en une annonce radio sur six stations, a coûté 20 millions de francs. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

Quant à la campagne «Rencontres nationales pour l'emploi», dont l'objectif était de faciliter les contacts entre les chefs d'entreprise et les demandeurs d'emploi, elle a coûté 34,8 millions de francs. (Exclamations, applaudissements et rires sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert. - Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Voilà la réalité ! Notre pays connaît aujourd'hui un formidable mouvement de négociations sociales. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Pour la première fois, peut-être, des chefs d'entreprise peuvent indiquer aux salariés ce dont ils ont besoin pour mieux fonctionner, et les salariés peuvent dire comment ils souhaitent mieux travailler et mieux concilier leur vie familiale et leur vie professionnelle. En plus, des dizaines de milliers de chômeurs retrouvent l'espoir. (Exclamations sur les mêmes bancs.) J'en ai rencontré quelques-uns hier, madame la députée. Allez dans votre circonscription, à la rencontre de ceux qui viennent d'être embauchés grâce aux 35 heures. Il y en a quelques-uns ! (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et du groupe Radical, Citoyen et Vert et sur quelques bancs du groupe communiste.)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Françoise de Panafieu](#)

**Circonscription :** Paris (17<sup>e</sup> circonscription) - Rassemblement pour la République

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 786

**Rubrique :** Travail

**Ministère interrogé :** emploi et solidarité

**Ministère attributaire :** emploi et solidarité

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 7 octobre 1998, page 5954

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 7 octobre 1998